



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service du commissariat des armées  
Plate-forme commissariat Est  
Division Achats Publics

**Maintenance préventive et corrective des matériels de  
restauration collective au profit des organismes  
nourriciers des GSC de Belfort, Besançon, Charleville-  
Mézières, Epinal-Luxeuil, Mourmelon-Mailly, Saint-  
Dizier/Chaumont et Strasbourg-Haguenau-Colmar.**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

Numéro de consultation : **DAF\_2024\_001562**

Procédure de passation : **Appel d'offres ouvert**

## TABLE DES MATIERES

Article 1 -	PRÉAMBULE – CONTEXTE .....	4
Article 2 -	OBJET DU MARCHÉ.....	4
Article 3 -	ALLOTISSEMENT .....	4
Article 4 -	PROCÉDURE DE PASSATION .....	5
Article 5 -	FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	5
5.1	Forme du marché .....	5
5.2	Étendue du marché .....	5
Article 6 -	DURÉE DU MARCHÉ.....	7
6.1	Cadre général .....	7
6.2	Reconduction du marché.....	7
Article 7 -	LIEUX D'EXECUTION .....	7
Article 8 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	10
Article 9 -	MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	10
9.1	Représentation des parties.....	10
9.2	Conditions d'exécution.....	10
9.3	Obligations du titulaire .....	13
9.4	Responsabilité du titulaire.....	15
9.5	Clauses sociales.....	16
9.6	Dispositif social du militaire blessé .....	19
9.7	Clauses environnementales .....	21
9.8	Clauses de réexamen.....	21
9.9	Constatation de l'exécution des prestations.....	22
9.10	Pénalités.....	22
Article 10 -	RÉGIME FINANCIER .....	24
10.1	Forme et contenu des prix.....	25
10.2	Variation des prix .....	26
10.3	Avances.....	27
10.4	Modalités financières.....	27
Article 11 -	DISPOSITIONS DIVERSES .....	30
11.1	Forme des notifications et des informations .....	30
11.2	Langue .....	31
11.3	Sous-traitance .....	31
11.4	Assurances.....	31
11.5	Autres obligations administratives .....	32
11.6	Résiliation.....	32
11.7	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	33
11.8	Litiges et contentieux.....	33

Article 12 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS .....34

**Le présent CCAP comporte l'annexe suivante :**

- **Annexe n°1 : Clauses incitatives**

## Article 1 - PRÉAMBULE – CONTEXTE

Le présent marché est passé en application du code de la commande publique.

## Article 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers des Groupements de Soutien Commissariat (GSC) de Belfort, Besançon, Charleville-Mézières, Epinal-Luxeuil, Mourmelon-Mailly, Saint-Dizier/Chaumont et Strasbourg-Haguenau-Colmar.

Le marché est un marché de services.

## Article 3 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Belfort. Sites de Belfort.
2	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Besançon. Sites de Besançon et Valdahon.
3	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Charleville-Mézières. Sites de Charleville-Mézières.
4	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) d'Epinal-Luxeuil. Sites de sites de Saint-Sauveur, Servance, Épinal et Jeuxy.
5	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Mourmelon-Mailly Sites de Châlons-en-Champagne et Sissone.
6	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Saint-Dizier/Chaumont. Sites de Saint-Dizier et Semoutiers-Montsaon

N°	Intitulés lots séparés
7	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Strasbourg-Haguenau-Colmar.  Sites de Strasbourg, Mutzig, Gresswiller, Oberhoffen-sur-Moder, Mertzwiller, Schonwalt-im-Schwartzwald, Colmar et Meyenheim.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

## Article 4 - PROCÉDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

## Article 5 - FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

### **5.1 Forme du marché**

Le présent marché est soumis aux dispositions de l'article L. 2124-2 et des articles R. 2161-2 et suivants du code de la commande publique. Il entre dans la catégorie des marchés de services.

Il est passé en partie sous forme d'accord cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec maximum pour les prestations à la demande, et est soumis aux articles L. 2125-1, R. 2162-1 et suivants, et R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il peut prendre l'appellation de « marché » dans l'ensemble des documents de la consultation.

Les prestations de cet accord-cadre sont de deux types :

- A prix forfaitaire pour les prestations de maintenance préventive systématique ;
- A prix unitaires pour les prestations de maintenance corrective avec émission d'ordre de travail.

Pour les prestations de maintenance corrective, le marché est conclu :

- sans minimum et avec un maximum annuel de 150 000,00 € HT pour le lot n° 1 ;
- sans minimum et avec un maximum annuel de 250 000,00 € HT pour le lot n° 2 ;
- sans minimum et avec un maximum annuel de 60 000,00 € HT pour le lot n° 3 ;
- sans minimum et avec un maximum annuel de 600 000,00 € HT pour le lot n° 4 ;
- sans minimum et avec un maximum annuel de 240 000,00 € HT pour le lot n° 5 ;
- sans minimum et avec un maximum annuel de 270 000,00 € HT pour le lot n° 6 ;
- sans minimum et avec un maximum annuel de 700 000,00 € HT pour le lot n° 7.

Dans le cadre d'une exécution inférieure à un an, les montants seront calculés prorata temporis.

### **5.2 Étendue du marché**

Définitions :

**Définition de la maintenance préventive (ou entretien préventif) :** « séries d'opérations qui ont pour objectif d'assurer la continuité de service du restaurant en maintenant la capacité des matériels à effectuer les tâches pour lesquelles ils sont conçus et de limiter ainsi le risque de panne et comprenant la fourniture des petits composants et des ingrédients. Cette maintenance doit aussi permettre aux équipements de fonctionner en garantissant un niveau de sécurité optimal ».

**Définition de la maintenance corrective (ou entretien correctif) :** « séries d'opérations qui ont pour objectif la remise en service d'un équipement suite à une défaillance ». On distingue la

maintenance « palliative » qui permet à l'appareil d'accomplir tout ou partie de sa mission et la maintenance « corrective » qui permet à l'appareil d'accomplir la totalité de sa fonction initiale.

Les matériels de restauration collective concernent : l'ensemble des équipements fixes ou mobiles permettant le stockage, la préparation, la cuisson, le maintien en température dirigée, la distribution, le lavage et l'entreposage des ustensiles et contenants nécessaires à la confection des repas à destination de la clientèle d'une emprise donnée.

On retrouve une liste non exhaustive des équipements en annexe 1 du CCTP.

On regroupe généralement ces matériels de restauration collective dans huit (8) familles sous deux (2) catégories qui sont les suivantes :

**Matériels MAJEURS** : dont la défaillance entraîne un désordre majeur dans les capacités de production et de service de l'établissement et ne peuvent être contournées par une organisation ponctuelle palliative.

Cette catégorie doit être traitée dans les délais prévus aux articles 5.1 et 5.2 du CCTP.

Cela concerne les familles suivantes :

- les équipements dédiés à la cuisson verticale (four) ;
- les équipements dédiés au maintien en température (armoire froide ou chaude) ;
- les équipements dédiés au lavage (laverie) ;
- les équipements dédiés à la distribution des repas (distribution).

**Matériels AUTRES** : dont la défaillance entraîne une gêne importante mais pouvant être contournée par une organisation palliative ponctuelle. Cette catégorie doit être traitée dans les délais prévus aux articles 5.1 et 5.2 du CCTP.

Cela concerne les familles suivantes :

- les équipements dédiés à la cuisson horizontale (cuisson) ;
- les équipements dédiés à la préparation des aliments (électromécanique) ;
- les équipements neutres annexes en inox (inox) ;
- les autres équipements inclassables (divers).

L'ensemble des prestations se décompose en :

**1 - des prestations forfaitaires de maintenance préventive systématique (interventions programmables)** : elles sont exécutées à des intervalles de temps préétablis ou selon un nombre défini d'unités d'usage mais sans contrôle préalable de l'état du bien.

Elles comprennent la fourniture de consommables dont la liste figure à l'annexe 3 du CCTP, au titre des interventions de contrôle, de vérification, d'entretien, de réglage, de nettoyage, de graissage.

**2 - des prestations de maintenance corrective (intervention à la demande)** : elles s'exécutent à la demande à compter de la notification du marché. Elles sont exécutées sur devis détaillé et accepté par l'administration pour les pièces détachées. Les frais de déplacement et de main d'œuvre sont indiqués dans le bordereau de prix.

Elles font l'objet d'un bon de commande, matérialisé par un ordre de travail (OT) (devis accepté), adressé par le Pouvoir adjudicateur (PA) ou son représentant, par voie électronique permettant d'en accuser réception.

## Article 6 - DURÉE DU MARCHÉ

### 6.1 Cadre général

Chaque lot est conclu pour la durée suivante : du 1<sup>er</sup> août 2025 ou du lendemain de sa date de notification si elle est postérieure jusqu'au 31 juillet 2026.  
Cette durée s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

### 6.2 Reconduction du marché

Le Pouvoir Adjudicateur (PA) pourra décider de reconduire unilatéralement chaque marché pour les périodes suivantes :

- Reconduction N°1 : du 1<sup>er</sup> août 2026 au 31 juillet 2027 ;
- Reconduction N°2 : du 1<sup>er</sup> août 2027 au 31 juillet 2028 ;
- Reconduction N°3 : du 1<sup>er</sup> août 2028 au 31 juillet 2029.

Chaque marché est reconductible de manière expresse, sur décision du Pouvoir Adjudicateur (PA) au plus tard un mois avant la date d'échéance du marché.

En cas de regroupement de plusieurs lots au sein d'un unique acte d'engagement (ATTRI), la reconduction pourra ne porter que sur certains des lots.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## Article 7 - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées sur les sites suivants :

- Lot N° 1 : sites dépendants du GSC de Belfort

Organismes de restauration ou Annexes	Adresses géographiques
Cercle Mess de Belfort Antenne AILLERET	Quartier Ailleret 90140 Bourogne
Cercle Mess de Belfort Antenne Maud'huy	62, Avenue d'Altkirch 90000 Belfort

- Lot N° 2 : sites dépendants du GSC de Besançon

Organismes de restauration ou Annexes	Adresses géographiques
Cercle Mess Joffre	Rue Max Vuillemin Quartier Joffre 25000 Besançon
Cercle Marey-Monge	Rue du 8ème chasseur 21130 Auxonne
Hôtel Clévans HQG	4 rue Général Lecourbe 25000 Besançon

Cercle Mess Valdahon Bât. 447	Quartier Gallieni 25800 Valdahon
Cuisine de camp Alsace - Bât. 529 Cuisine de camp Loire - Bât. 532 Cuisine de camp Saugeais - Bât. 625	Camp National du Valdahon 25800 Valdahon

- Lot N° 3 : sites dépendants du GSC de Charleville-Mézières

Organismes de restauration ou Annexes	Adresses géographiques
Succursale Dumberbion	2, rue du 3 <sup>ème</sup> Régiment du génie 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES
Quai des remparts	2, rue du mess 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

- Lot N° 4 : sites dépendants du GSC d'Epinal-Luxeuil

Organismes de restauration ou Annexes	Adresses géographiques
Mess mixte et Mess officier BA 116	Base aérienne 116 - LCL PAPIN Rue Guynemer 70300 Saint Sauveur
Point de restauration Servance	Fort de Servance Lieu-dit le ballon de Servance 70440 Haut-du-Them-Château-Lambert
Succursale d'Epinal Varaigne	1er régiment de Tirailleurs Quartier Varaigne Rue du 11ème Génie 88013 EPINAL
Fort des Adelphe	Route de Gérardmer D11 88000 JEUXEY

- Lot N° 5 : sites dépendants du GSC de Mourmelon-Mailly site de Sissonne

Organismes de restauration ou Annexes	Adresses géographiques
Succursale de Chalons en Champagne	Quartier Février 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
Bâtiment 49 et Bâtiment 220	Rue de la SELVE 02150 Sissonne

- Lot N° 6 : sites dépendants du GSC de Saint-Dizier/Chaumont

Organismes de restauration ou Annexes	Adresses géographiques
Mess BA 113 Le Robinson	Base Aérienne 113 Route de Moeslains 52100 SAINT-DIZIER
Succursale Chaumont	61ème RA Quartier général d'Aboville 52000 SEMOUTIERS-MONTSAON



➤ Lot N° 7 : sites dépendants du GSC de Strasbourg-Haguenau-Colmar

<b>Organismes de restauration ou Annexes</b>	<b>Adresses géographiques</b>
Succursale Broglie	17, place Broglie 67000 STRASBOURG
Succursale Stirn	Quartier Stirn 37, boulevard Clémenceau 67000 STRASBOURG
Succursale d'Illkirch	Quartier Leclerc 12, route du Rhin 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
Palais du Gouverneur	13, rue Brûlée 67000 STRASBOURG
Succursale de Mutzig Moussy	Quartier Moussy Route de Strasbourg 67190 MUTZIG
Succursale de Mutzig Annexe BMS-CGE	Rue du camp 67190 DINSHEIM SUR BRUCHE
Succursale de Mutzig Annexe de Gresswiller	Quartier Chassepot 1, rue de la gare 67190 GRESSWILLER
Succursale d'Oberhoffen	Quartier Estienne Rue de Kaltenhouse 67240 OBERHOFFEN SUR MODER
Succursale d'Oberhoffen annexe de Neubourg	D 227 – Rue du Neubourg 67580 MERTZWILLER
Chalet du Schonwald	Franzosenheim, Pfälzereck 1 - 78141 SCHONWALD IM SCHWARZWALD
Succursale de Colmar (Bât. 039 WALTER)	Quartier WALTER Rue des Belges 68000 COLMAR
Succursale de Meyenheim (Bât. 088 DIO)	Quartier DIO 68890 MEYENHEIM

## Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes : bordereaux de prix (annexe n° 1), cadre réponse (annexe n° 2), attestation de sécurité (annexe n° 3) et déclaration d'insertion par l'activité économique (annexe n°4) et dossier technique complémentaire de libre contenu (annexe n°5) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe;
- les annexes au cahier des clauses techniques particulières : liste non exhaustive des matériels (annexe n°1), liste indicative et non exhaustive des opérations de maintenance préventive (annexe n° 2), liste des consommables (maintenance préventive - annexe n° 3), compte rendu trimestriel (CRT - annexe n° 4), avis technique (annexe n° 5) et mode opératoire de conduite d'une opération via le S.I. EASILYS côté « mainteneur » (annexe n°6);
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 modifié ;
- le dossier technique complémentaire de libre contenu.

En aucun cas les conditions générales de vente du titulaire ne pourront être opposées à l'administration.

NB : cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

## Article 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

### **9.1 Représentation des parties**

#### **9.1.1 Représentation de l'acheteur**

Le pouvoir adjudicateur désigne fonctionnellement les personnes qu'il habilite à le représenter auprès du titulaire, dans certains domaines de l'exécution du marché.

Les désignations sont mentionnées dans les articles concernés du présent CCAP et du CCTP.

NB : cet article déroge à l'article 3.3 du CCAG/FCS.

#### **9.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **9.2 Conditions d'exécution**

A titre d'information et en application de l'article R.4123-47 du code de la défense, le titulaire est informé que les services concernés se réservent la possibilité de communiquer à la direction du renseignement et de la sécurité de la défense l'identité de toute personne dépendant de lui et qui aurait accès aux données personnelles des militaires, ou qui aurait connaissance d'une donnée au moins à sa seule lecture de la qualité de militaire.

Les articles R.4123-45 et suivants du code de la défense s'appliqueront le cas échéant.

#### **9.2.1 Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution du marché, à l'initiative du bénéficiaire le PA aura la possibilité de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du bénéficiaire. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai qui aura été fixé, à compter

de la demande ou de la proposition de remplacement.

De plus, en cas de changement de personnel (à l'initiative du titulaire ou à la demande de l'administration), le personnel remplaçant devra disposer des mêmes qualifications professionnelles que le personnel partant.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

#### 9.2.2 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commandes, matérialisés par des ordres de travail (OT) (correspondant au devis accepté), sont émis par la PFC Est/DIV RHL et adressés par voie électronique permettant d'en accuser réception.

Le titulaire s'engage à utiliser le S.I. EASILYS (ou un SI de remplacement le cas échéant) dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le point de départ du délai d'exécution de la prestation est la date d'acceptation du devis transmis électroniquement via le S.I. EASYLIS.

En cas de dysfonctionnement du S.I. l'adresse fonctionnelle suivante : [pfc-est-divrhl-mrc-gmao.resp.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-est-divrhl-mrc-gmao.resp.fct@intradef.gouv.fr) sera utilisée.

Le mail précisera notamment :

- le numéro du marché ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- la référence du devis accepté (numéro OT transmis par l'administration) ;
- la date de début d'exécution du bon de commande le cas échéant ;
- l'adresse du ou des lieux d'exécution des prestations le cas échéant ;
- le numéro de téléphone de la personne à contacter.

#### 9.2.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution et leurs points départ sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai auprès de la DIV RHL, à l'adresse suivante : [pfc-est-divrhl-mrc-gmao.resp.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-est-divrhl-mrc-gmao.resp.fct@intradef.gouv.fr), exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Le PA se réserve la possibilité de commander les mêmes prestations à un prestataire tiers pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1% du montant total du marché ni la somme de dix-mille (10 000) € HT.

NB : cet article déroge à l'article 13.3.2 du CCAG/FCS.

#### 9.2.4 Pilotage

La mesure de l'atteinte des objectifs (obligation de résultat) et le contrôle de la qualité de l'exécution des prestations sont transcrits dans un compte rendu trimestriel (CRT), signé contradictoirement par le PA ou son représentant et par le représentant de la société titulaire.

Un modèle de CRT figure en annexe n° 4 du CCCTP.

Sur demande de l'administration, l'établissement de ce document est fait sur site. Il est ensuite adressé à la division achats publics / pôle programmation de la PFC Est.

### 9.2.5 Exigences relatives aux prestations

A la veille de chaque intervention, le titulaire prévient le bénéficiaire de l'arrivée de son équipe. De même, avant de quitter la zone, il prévient le bénéficiaire de la fin des prestations.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Les dispositions du présent article sont d'application immédiate en cas de modification du classement des emprises en cours d'exécution du marché.

#### Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations, conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de performance prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

#### Nombre de personnes :

L'ensemble des prestations définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) doit être effectué par un nombre suffisant d'agents permettant de respecter les tâches selon les modalités prévues au CCTP.

#### Permanence et continuité des prestations :

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues.

Il ne peut faire exécuter une prestation par un ou plusieurs sous-traitants que sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

À défaut d'y avoir été autorisé, il pourra être fait application des dispositions prévues en matière de résiliation.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire du marché reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément écrit du pouvoir adjudicateur. En cas de défaillance du titulaire, l'administration peut assurer le service, aux frais et risques dudit titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés.

#### Statut du personnel :

Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations dans le respect de la législation du travail en vigueur qui lui est applicable.

#### Vêtement de travail :

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces tenues restent à la charge du titulaire.

#### Comportement du personnel :

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Les agents du titulaire devront respecter les clauses du règlement intérieur de l'emprise.

Ils devront en particulier faire preuve de la plus grande correction et sont soumis à une obligation de réserve et de discrétion.

Tout manquement relatif au comportement devra entraîner le remplacement immédiat du personnel concerné, sur demande du bénéficiaire.

#### Mesures de prévention :

Le titulaire devra se rapprocher du chargé de prévention des sites concernées au moins quinze (15) jours avant le début d'exécution du marché, notamment dans le cas de pré-visites de prévention.

Suivant la nature des prestations :

- le titulaire, en application de la réglementation relative aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme du ministère des armées par une entreprise extérieure, devra analyser les risques, en concertation avec la collectivité. Les techniciens du titulaire devront être en mesure de présenter au chargé de prévention du site les attestations suivantes :

- habilitation électrique ;
- attestation d'aptitude en cours de validité délivrée par un organisme certifié en application de l'article R.543.106 du code de l'environnement à effectuer les activités relatives aux fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques.

Conformément à la réglementation, les mesures de prévention concernant la prestation feront l'objet d'un plan de prévention destiné à limiter les risques d'interférences entre les activités, les installations et les matériels du bénéficiaire et du titulaire.

Ce document, établi par le chargé de prévention du bénéficiaire et signé conjointement entre le chef d'établissement et le titulaire, indiquera les mesures de prévention à respecter sur les différents sites d'activités ; des mesures de prévention moindres pourront être prévues avec le chargé de prévention de chaque site.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'entreprises :

Lorsque le cotraitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

### **9.3 Obligations du titulaire**

#### **9.3.1 Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

#### **9.3.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler au chef de l'emprise concernée et au chef de la Division Restauration Hôtellerie Loisir (DRHL) de la PFC Est tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Ces éléments seront repris dans le CRT qui sera transmis à l'acheteur.

#### **9.3.3 Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du PA, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le PA pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### 9.3.4 Mesures de sécurité

Le personnel du titulaire avise immédiatement et directement le bénéficiaire et DIVRHL de tout acte de sabotage ou de malveillance commis sur les installations dont il aurait connaissance.

Outre cette obligation générale de vigilance, et hors le cas des zones de libre accès expressément désignées comme telles, le personnel du titulaire est tenu d'obtenir une autorisation d'accès sur les lieux d'exécution des prestations.

Il devra également respecter des mesures de sécurité et de prévention particulières en fonction du classement des zones où s'exécutent les prestations.

Les dispositions du présent article sont d'application immédiate en cas de modification du classement des emprises en cours d'exécution du marché.

##### Autorisation d'accès du personnel du titulaire :

Toute personne étrangère au ministère des armées doit, pour accéder dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité responsable de l'emprise considérée.

Cette autorisation se traduit par la délivrance d'un laissez-passer individuel accordé à titre temporaire.

Le titulaire fera parvenir au responsable de l'emprise militaire une liste des personnels qui interviendront pour accomplir leur prestation, y compris le personnel supplémentaire afin de pallier les éventuelles défaillances ou absences du personnel titulaire. Cette liste comportera les informations suivantes :

- nom ;
- prénom ;
- date et lieu de naissance ;
- adresse.

Elle sera accompagnée de :

- la photocopie des pièces d'identité ;
- les photographies d'identité (sur demande du responsable de l'emprise).

La liste des véhicules du titulaire comportant la marque et l'immatriculation sera également remise au responsable de l'emprise militaire, sur sa demande.

En cas de refus d'autorisation du personnel par l'administration du fait d'un manquement du titulaire à son obligation d'information, le titulaire doit remplacer ce personnel sans pouvoir prétendre à des indemnités.

##### Mesures de sécurité dans les périmètres réglementés :

###### a) Cadre général :

Le titulaire peut être amené à exécuter ses prestations dans des périmètres réglementés désignés par les termes de « zone protégée » ou de « zone réservée », dès lors que ces prestations s'exécutent au profit de services ou dans des lieux abritant des informations ou supports classifiés. Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire prend toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans ces services ou dans ces zones.

Il prend par ailleurs des mesures de précaution, y compris dans les contrats de travail de ses employés, tendant à assurer que les conditions d'exécution de la prestation ne mettent pas en cause la sûreté ou les intérêts essentiels de l'État.

###### b) Agrément des personnels du titulaire :

La délivrance du laissez-passer prévu à l'article ci-dessus n'autorise pas l'accès aux zones ou locaux

à accès restreint réglementé. Pour l'accès à ces zones, le titulaire du marché devra soumettre le personnel chargé d'exécuter ce marché à l'agrément de l'administration.

En cas de refus d'agrément du personnel par l'administration, le titulaire doit remplacer ce personnel sans pouvoir invoquer ce refus pour obtenir des indemnités ou justifier de l'inexécution de ses obligations contractuelles.

Le non-respect de ces mesures pourra entraîner la résiliation totale ou partielle du marché et ce, sans indemnités et l'exécution aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

Tout changement, même temporaire du personnel, sera immédiatement porté à la connaissance du responsable de l'emprise ou de son représentant désigné et donnera lieu à une procédure d'agrément.

#### Conditions d'accès dans une « zone protégée »

Les personnels chargés d'exécuter le marché dans une zone protégée ont satisfait à un contrôle primaire, sur demande de l'autorité responsable de l'emprise.

#### Conditions d'accès dans une « zone réservée »

Les personnels chargés d'exécuter le marché dans une zone réservée :

- ont satisfait à un contrôle primaire ;
- portent un badge apparent avec photographie ;
- interviennent en présence des personnels des lieux concernés.

#### c) Reconnaissance de responsabilité :

Avant le début d'exécution de prestations, le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Il fait signer, par tous les personnels appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité responsable de l'emprise ou à son représentant désigné la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution de la prestation.

## **9.4      Responsabilité du titulaire**

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Au titre de sa responsabilité civile :

Le titulaire est civilement responsable de tout préjudice occasionné à l'administration lors de l'exécution de ses prestations.

À cet effet, il contracte une assurance couvrant les risques découlant de son activité. Une copie des attestations d'assurance sera remise à la Division RHL dans un délai maximum de quinze (15) jours après notification et avant tout début d'exécution.

En cours d'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur

demande de la division RHL, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Il est soumis aux lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en application des dispositions de l'article 6 du CCAG/FCS.

Au titre de ses prestations :

Le titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée du marché, l'exécution des prestations définies au CCTP.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel.

En cas de défaillance de son personnel, le titulaire est tenu de fournir un personnel de remplacement pour lequel il devra obtenir l'accord du bénéficiaire.

NB : cet article déroge à l'article 9.2 du CCAG/FCS.

## **9.5 Clauses sociales**

Dans le cadre de la politique de développement durable et conformément aux prescriptions de l'article L.2112-2 et de l'article R. 2152-7 du code de la commande publique, le titulaire devra réserver un volume horaire à des personnes en parcours d'insertion qu'il aura porté dans la déclaration d'insertion annexée à l'acte d'engagement du présent marché.

L'entreprise attributaire a l'obligation de réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **Publics éligibles :**

Conformément à l'article 16.1.1 du CCAG / FCS, le dispositif d'insertion concerne les personnes qui se trouvent notamment dans l'un des situations suivantes :

#### *Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :*

- jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification ;
- jeunes diplômés de moins de 26 ans justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaires ;
- demandeurs d'emploi de plus de 50 ans éloignés de l'emploi ;
- demandeurs d'emploi de longue durée sans activité ou en activité partielle ;
- habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés ;
- bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation Adulte Handicapé (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), etc.) ;

#### *Personnes recrutées et accompagnées dans le cadre d'un dispositif d'insertion :*

- personnes prises en charge dans le secteur du travail protégé et adapté (Entreprise Adaptée (EA), Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT)) ;
- personnes prises en charge dans une structure d'insertion par l'activité économique (Structure d'Insertion pour l'Activité Economique (SIAE), régies de quartier ou de territoires agréée) ;
- bénéficiaires d'un autre dispositif d'insertion (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et



la Qualification (GEIQ), Etablissement Public d'Insertion de le Défense (EPIDE), Ecole de la 2ème Chance (E2C), etc.).

L'éligibilité des publics doit être établie par le facilitateur désigné préalablement à la mise en œuvre de la clause sociale et à la réalisation des heures d'insertion.

#### Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire :

En application de l'article 16.1.2 du CCAG / FCS, le titulaire du marché s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs fixés, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- - embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (Contrat de travail à Durée Indéterminée (CDI), Contrat à Durée Déterminée (CDD), contrats en alternance)
- - recours à un organisme de mise à disposition de salariés (Association Intermédiaire (AI), Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), GEIQ, Entreprise de Travail Temporaire (ETT))
- - recours à la cotraitance ou à la sous-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique, du secteur adapté ou secteur protégé.

L'ensemble des actions mises en œuvre doit intervenir durant la période d'exécution du marché.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Le volume horaire d'insertion réservé aux personnes relevant des publics éligibles est défini par un nombre d'heures pour chaque tranche de dix mille euros (10 000,00 €) H.T. de prestation facturée par le titulaire comme arrêté dans l'annexe 4 à l'acte d'engagement « insertion par l'activité économique ».

Pour ce marché et l'ensemble de ses lots, le titulaire s'engage, sur la durée d'exécution totale du présent marché (y compris les périodes de reconduction), à réaliser un volume d'heures réservées à l'insertion de sept heures (7h) par tranche de dix-mille euros H.T (10 000,00€) de commandes facturées. Ces commandes prennent en compte l'ensemble des prestations envisagées par ce marché (maintenance corrective curative, maintenance préventive prévisionnelle et la maintenance préventive systématique).

Le nombre d'heures d'insertion sera calculé par le facilitateur à partir du montant des bons de commande transmis une fois par trimestre par la Division RHL ou son représentant.

Toutefois, si le nombre de prestation réalisée sur la période du marché est inférieure à 50 000€, aucune heure d'insertion ne sera exigée à l'entreprise adjudicataire. A partir 50 000€ de commande, l'entreprise devra consacrer 35 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 7 heures supplémentaires par tranche de 10 000€.

#### Accompagnement de la mise en œuvre de l'action sociale :

Par dérogation à l'article 16.1.4 du CCAG/FCS, le titulaire du marché bénéficie obligatoirement d'un accompagnement par un facilitateur indiqué ci-dessous pour la mise en œuvre de la démarche d'insertion.

Dès la notification du marché et ce dans un délai maximum d'un mois, le titulaire devra prendre contact avec le facilitateur pour étudier les modalités de mise œuvre et l'exécution de l'action d'insertion :

Intitulés lots séparés	NOM – Prénom – Coordonnées
<p>LOT N° 1 : Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Belfort. Sites de Belfort.</p>	<p><b>Karine REGNAULT</b> LA FABRIQUE EMPLOI ET TERRITOIRES 5 allée de la Louée - 58000 NEVERS 06 48 69 42 17 <a href="mailto:k.regnault@lafabriqueemploi.fr">k.regnault@lafabriqueemploi.fr</a></p>
<p>LOT N° 2 : Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Besançon. Sites de Besançon et Valdahon.</p>	
<p>LOT N° 3 : Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Charleville-Mézières. Sites de Charleville-Mézières.</p>	<p><b>Gwenaëlle INVERNIZZI</b> MAISON DE L'EMPLOI DU GRAND NANCY 88 avenue du 20<sup>ème</sup> Corps – 54000 NANCY 06 72 26 47 95 <a href="mailto:ginvernizzi@mde-nancy.org">ginvernizzi@mde-nancy.org</a></p>
<p>LOT N° 4 : Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) d'Épinal-Luxeuil. Sites de Saint-Sauveur, Servance, Épinal et Jeuxy.</p>	
<p>LOT N° 5 : Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Mourmelon-Mailly. Sites de Châlons-en-Champagne et Sissone.</p>	
<p>LOT N° 6 : Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Saint-Dizier/Chaumont. Sites de Saint-Dizier et Semoutiers-Montsaon.</p>	
<p>LOT N° 7 : Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Strasbourg-Haguenau-Colmar. Sites de Strasbourg, Mutzig, Gresswiller, Oberhoffen-sur-Moder, Mertzwiller, Schonwalt-im-Schwarzwald, Colmar et Meyenheim.</p>	

### **Intervention d'un facilitateur :**

Dans le cadre du marché, les missions du facilitateur sont notamment les suivantes :

- accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence...) ;
- proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- organiser le suivi des publics.

### **Contrôle et évaluation de l'action d'insertion :**

Le titulaire transmet au facilitateur tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale.

Les renseignements utiles sont notamment les suivants : justificatif de l'éligibilité des personnes, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation d'heures de travail.

A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion peut être organisée en présence du titulaire et du facilitateur. Durant toute la période d'exécution du marché, l'acheteur peut organiser des réunions de suivi de la clause sociale.

Au terme du marché, une attestation de réalisation est produite par le facilitateur.

### **Difficulté d'exécution :**

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le bénéficiaire et le facilitateur étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques (recours à l'activité partielle, licenciement économique, redressement judiciaire, etc.) à la demande du bénéficiaire et en concertation avec le facilitateur, le pouvoir adjudicateur peut suspendre tout ou partie de la clause sociale inscrite au présent marché.

En cas de non-respect de la clause d'insertion sociale le titulaire pourra encourir des pénalités conformément à l'article 16.1.5 du CCAG. Le détail et le montant des pénalités sont précisés à l'article 9.10.3 du présent CCAP.

NB : cet article déroge aux articles 16.1.3 et 16.1.4 du CCAG / FCS

## **9.6 Dispositif social du militaire blessé**

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

### **Publics éligibles**

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

### **Modalités de mise en œuvre du dispositif social**

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

#### Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
  - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
  - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
  - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;

- de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
  - lors de la signature d'une convention de stage ;
  - de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
  - de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

#### Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

Dans le cas où cette clause serait mise en œuvre, les heures réalisées seront comptabilisées dans l'évaluation de l'action d'insertion (voir article supra).

### **9.7 Clauses environnementales**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental (article 8.2 du CCTP).

### **9.8 Clauses de réexamen**

Le présent marché pourra être modifié dans les conditions prévues par les articles L. 2194-1, R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique, soit par décision unilatérale, soit par avenant. Cette modification fera partie intégrante du marché.

Dans les conditions prévues par le présent marché des prestations de maintenance préventive et corrective relatives à certains sites pourront être ajoutées ou supprimées par voie d'avenant dans les cas suivants :

- cession d'un site à l'Économat des Armées (EDA) ;
- remise à neuf totale ou partielle d'un site ;
- intégration d'un nouveau site: le matériel utilisé sur ce site fera l'objet d'un entretien à l'issue de la garantie « constructeur » ;
- fermeture d'un site. ;
- en cas d'utilisation d'un nouveau S.I., remplaçant la S.I. EASYLIS, le présent marché sera modifié, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité ou à une modification de prix.

Toute demande de devis effectuée par le bénéficiaire devra être fait sur la base des prix initiaux proposés dans l'offre du titulaire.

En cas d'augmentation liée à un événement extérieur du titulaire (fournitures liées aux matières premières, application d'une nouvelle réglementation exclusivement), un accord sera trouvé entre le PA et le titulaire.

## **9.9      Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.9.1      Contrôle**

Le titulaire met en place un système d'autocontrôle permanent, concrétisé par une fiche d'intervention appréciant le degré d'atteinte des objectifs. Les résultats de ces autocontrôles seront présentés, pour chaque site, au responsable de l'administration chargé des opérations de vérification et du recueil de la satisfaction des usagers.

Le service fait est formalisé par une fiche d'évaluation de fin d'intervention fournie par le titulaire appréciant la réalisation des prestations qui doit être systématiquement signée par le titulaire et le bénéficiaire.

### **9.9.2      Opérations de vérification**

L'autorité chargée du suivi de la bonne exécution du marché est le PA ou son représentant.

Le titulaire ne sera pas avisé des jours et heures fixés pour les vérifications, sauf s'il exprime le souhait d'être présent dans sa fiche d'évaluation.

NB : cet article déroge à l'article 27.3 du CCAG/FCS.

### **9.9.3      Décision après vérifications**

Toute défaillance ou retard dans l'exécution des prestations est immédiatement signalé à l'interlocuteur local du titulaire afin que celui-ci procède sans délai aux corrections nécessaires.

En cas de non-exécution ou d'imperfections, celles-ci feront l'objet d'une mise en demeure transmise par le bénéficiaire par voie électronique au titulaire.

Lorsque le titulaire estimera que les critiques ne sont pas fondées, il pourra demander un rendez-vous auprès du PA ou son représentant.

- en l'absence de courriel(s) adressé(s) au titulaire pour lui signaler des cas de non-exécution ou des imperfections, les prestations seront considérées comme admises dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la réception par l'administration de la fiche d'évaluation précitée.

- dans le cas contraire, l'admission, l'ajournement ou le rejet des prestations interviendra par décision expresse du PA ou son représentant dans les quinze (15) jours ouvrés de la réception de cette fiche d'intervention.

En cas de manquement important, le responsable de la société sera immédiatement convoqué.

## **9.10      Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire ou d'appliquer des réfections.

Les pénalités de retard sont précomptées sur le montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

Le PA ou son représentant adresse au titulaire une lettre par voie électronique permettant d'en accuser date certaine l'informant du projet de pénalités. Le titulaire doit faire connaître ses observations dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du projet. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Suite aux observations ou en cas de silence du titulaire sur le projet de pénalités, le PA ou son représentant prend l'une des décisions suivantes :

- application définitive des pénalités ;
- exonération partielle ;
- exonération totale.

Une décision de pénalité peut regrouper plusieurs manquements constatés.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS.

#### 9.10.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. Elles sont notifiées au titulaire du marché, avec accusé de réception, par la PFC Est.

##### Pénalités pour retard d'exécution des prestations :

Des pénalités pourront être appliquées comme suit :

Étapes	Délai d'intervention	Montant forfaitaire HT de la pénalité
<b><u>Maintenance préventive :</u></b> Retard dans l'exécution du calendrier des visites sauf en cas d'accord écrit du bénéficiaire ou de son représentant	Selon calendrier fixé à l'article 4.2.2 du CCTP	100 €/par jour ouvré de retard
<b><u>Maintenance corrective :</u></b> En cas de : PANNE SIMPLE (article 5 du CCTP)	Entre la date de réception du courriel de signalement de la panne et la date d'intervention effective par le technicien sur site :  1 JOUR	50 €/par jour ouvré de retard pour les matériels majeurs
		25 €/par jour ouvré de retard pour les matériels autres
<b><u>Maintenance corrective :</u></b> En cas de PANNE COMPLEXE (article 5 du CCTP)	- Entre la date de réception du courriel de signalement de la panne et le dia effectif par le technicien sur site (E1) : 1 JOUR	150 €/par jour ouvré de retard pour les matériels majeurs
	- Entre le diagnostic effectif et l'envoi électronique via le SI EASYLIS du devis à l'administration (E2) : 2 JOURS pour matériels MAJEURS 3 JOURS pour matériels AUTRES  - Entre la réception de l'OT par le titulaire et la réparation effective du ou des matériels concerné(s) (E3) : 7 JOURS pour matériels MAJEURS 14 JOURS pour matériels AUTRES	100 €/par jour ouvré de retard pour les matériels autres

- Retard dans l'établissement et la transmission des devis dans le délai prévu à l'article 5.2 du CCTP : une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.

- Pénalités pour non utilisation du S.I. EASILYS prévue aux articles 4.4 et 6.1 du CCTP : un mois après la réunion de lancement prévue à l'article 4.2.1 du CCTP, une pénalité de 50,00 € HT pourra être appliquée à chaque échange d'information hors S.I. EASYLIS, sauf en cas de dysfonctionnement avéré du S.I..

#### 9.10.2 Pénalités liées à des obligations administratives

Dispositif en cas d'absence ou de retard de transmission de document et/ou de renseignement :

Un document et/ou un renseignement que le titulaire doit adresser à l'acheteur et/ou à l'un de ses représentants et est non reçu ou incomplet par ces derniers à la date prévue donne lieu à l'application d'une pénalité d'un montant forfaitaire de cinquante euros (50 €) par jour ouvré de retard.

Cette pénalité s'applique également à la non fourniture pendant la période d'exécution du marché du renouvellement de l'attestation d'aptitude délivrée par un organisme certifié en application de l'article R.543.106 du code de l'environnement.

Cette pénalité pourra être appliquée pour non fourniture des documents cités à l'article 6.1 du CCTP.

Dispositif en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Une pénalité contractuelle égale à 2 % du montant forfaitaire hors taxes (HT) du marché pourra être appliquée au titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Dispositif en cas de non-respect des mesures de sécurité

Tout manquement aux mesures de sécurité prévues à l'article 9.3.4 du présent CCAP pourra donner lieu au paiement d'une pénalité d'un montant forfaitaire de trois cents (300) euros par manquement.

#### 9.10.3 Pénalités liées aux clauses sociales

En cas de non-respect des obligations auxquelles s'est engagé le titulaire en matière d'insertion par l'activité économique, une pénalité d'un montant forfaitaire de cinquante (50) euros par heure d'insertion non réalisée pourra être appliquée, sauf cause extérieure au titulaire.

#### 9.10.4 Plafonnement des pénalités

Les pénalités, quel que soit le motif, sont cumulatives et ne sont pas plafonnées.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS.

#### 9.10.5 Seuil d'exonération des pénalités

Les pénalités, quel que soit le motif, sont applicables dès le 1<sup>er</sup> euro.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.

## Article 10 - RÉGIME FINANCIER



## 10.1 Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées selon la forme de prix suivante :

N° lot	Intitulés lots séparés	Prix	Type de P.U.	BC / QD	Min / Max de la maintenance corrective	Variation de prix
1	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Belfort.  Site de Belfort.	Prix Mixte	Autre	Par bon de commande	Min : 0,00 € Max : 150 000,00 €	Prix révisables
2	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Besançon.  Sites de Besançon et Valdahon.	Prix Mixte	Autre	Par bon de commande	Min : 0,00 € Max : 250 000,00 €	Prix révisables
3	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Charleville-Mézières.  Sites de Charleville-Mézières.	Prix Mixte	Autre	Par bon de commande	Min : 0,00 € Max : 60 000,00 €	Prix révisables
4	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) d'Épinal-Luxeuil.  Sites de de Saint-Sauveur, Servance, Épinal et Jeuxy.	Prix Mixte	Autre	Par bon de commande	Min : 0,00 € Max : 600 000,00 €	Prix révisables
5	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Mourmelon-Mailly  Sites de Châlons-en-Champagne et Sissone.	Prix Mixte	Autre	Par bon de commande	Min : 0,00 € Max : 240 000,00 €	Prix révisables
6	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Saint-Dizier/Chaumont.  Sites de Saint-Dizier et Semoutiers-Montsaon.	Prix Mixte	Autre	Par bon de commande	Min : 0,00 € Max : 270 000,00 €	Prix révisables
7	Maintenance préventive et corrective des matériels de restauration collective au profit des organismes nourriciers du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Strasbourg-Haguenau-Colmar.  Sites de Strasbourg, Mutzig, Gresswiller, Oberhoffen-sur-Moder, Mertzwiller, Schonwalt-im-Schwarzwald, Colmar et Meyenheim.	Prix Mixte	Autre	Par bon de commande	Min : 0,00 € Max : 700 000,00 €	Prix révisables

Dans le tableau ci-dessus :

« PU » = « prix unitaire »,

« Prix Mixte » = « prix forfaitaire + prix unitaires »

« BC » = « bon de commande »

« QD » = « quantités demandées »

Tout montant figurant dans le tableau est un montant hors taxe et en euros.

Les montants maximums indiqués dans le tableau du présent article sont annuels.

Les prix sont réputés inclure :

Les frais d'assurance, toutes les charges fiscales, les autres taxes frappant obligatoirement les fournitures, les frais afférents à l'emballage, au transport et à la manutention des pièces jusqu'au lieu de livraison, la reprise des emballages sur le lieu de livraison et la reprise et l'élimination des pièces remplacées.

Les prix sont de types :

- forfaitaire pour ce qui concerne la maintenance préventive systématique.

Ce prix comprend : la main d'œuvre, les frais de déplacement et les produits consommables, coefficient de majoration (\*) inclus.

Le montant annuel forfaitaire des prestations programmées est inscrit dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Il fera l'objet d'un règlement de la moitié du montant forfaitaire à la fin du premier trimestre de chaque période d'exécution du marché (sous réserve du service fait de la première visite) et le complément à la fin du dernier trimestre de chaque période d'exécution du marché (sous réserve du service fait de tout le préventif annuel).

Dans le cadre d'une exécution inférieure à un an, les montants forfaitaires seront déterminés en fonction du nombre de prestations réalisées et admises.

- unitaire pour ce qui concerne les prestations de maintenance corrective hors forfait.

Ce prix comprend : le prix des pièces de rechange, coefficient de majoration (\*) inclus, auquel s'ajoute les coûts forfaitaires d'un déplacement et de la main d'œuvre nécessaire (indiqués aux bordereaux de prix annexe 1 à l'acte d'engagement).

(\*) Le coefficient de majoration est le pourcentage fixé par le titulaire dans les bordereaux de prix.

Le prix de la pièce facturée au bénéficiaire est le prix d'achat HT de la pièce facturée par le fournisseur du titulaire (ce prix d'achat tient compte des remises commerciales obtenues par le titulaire, il exclut les frais de livraison et autres frais annexes).

La fourniture de l'eau, de l'électricité est à la charge de la formation bénéficiaire.

## **10.2 Variation des prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0, correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

La révision est calculée à partir de la formule contractuelle définie ci-dessous :

$$P = P_0 \times \left[ 0,3 + 0,7 \times \left[ 0,2 \times \frac{ICHT}{ICHTM0} + 0,8 \times \frac{EBIQ}{EBIQM0} \right] \right]$$

Les valeurs des différents indices sont publiées sur le site [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr) et correspondent :

- pour la valeur initiale : au mois de la date limite de réception des offres ;

- pour la valeur finale : le dernier indice définitif connu au premier jour du mois de la période de révision considérée.

La valeur ICHT représente l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Secteur : activités spécialisées, scientifiques et techniques – Identifiant 001565195.

La valeur EBIQ représente l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements – Identifiant 010764358 ;

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-dessous :

- P = prix révisé hors taxes ;
- Po = prix initial hors taxes ;
- ICHTM0 = valeur initiale en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (DLRO) ;
- ICHT = = valeur finale, valeur de l'indice définitif connue relevée au premier jour de la période de révision concernée;
- EBIQM0 = valeur initiale en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (DLRO) ;
- EBIQ = valeur finale, valeur de l'indice définitif connue relevée au premier jour de la période de révision concernée.

En cas de révision intervenant entre le moment de la commande et l'exécution, l'élément à prendre en considération pour déterminer les prix applicables est la date d'émission du bon de commande.

Clause de sauvegarde :

Lorsque l'application des révisions entraîne une augmentation des prix de plus de 5 % par rapport à l'année précédente, le PA pourra résilier le marché sans indemnité.

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisés par le pouvoir adjudicateur aux dates de chaque reconduction, par application de la formule décrite ci-dessus.

NB : cet article déroge à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS.

### **10.3 Avances**

Une avance peut être accordée selon les modalités déterminées par les articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé selon les dispositions de l'article 11.1 – Option A du CCAG/FCS. Le titulaire peut refuser le versement de l'avance, il le précise alors dans l'acte d'engagement.

### **10.4 Modalités financières**

#### **10.4.1 Répartition des paiements**

En qualité d'ordonnateur secondaire, la PFC Est procède à la liquidation des factures et à leur demande de paiement auprès du Directeur Départemental des Finances Publiques de la Moselle, 1 rue François de Curel BP 41 054, 57036 METZ Cedex, qui effectue le paiement par virement au compte bancaire ou postal indiqué dans l'acte d'engagement.

Pour tous problèmes de paiement, il convient de s'adresser à la division finances de la PFC Est, dont les coordonnées sont les suivantes :

Courriel : [pfc-est-assistance-facturation.resp.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-est-assistance-facturation.resp.fct@intradef.gouv.fr)

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'admission définitive de la prestation, ou de la date de réception de la facture dans le système d'échange CHORUS, si celle-ci est postérieure.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

#### 10.4.2 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un ordre de travail peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles L. 2191-8, R. 2191-45, et suivants du code de la commande publique. L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué dans l'acte d'engagement.

Le marché peut être nanti dans les mêmes conditions.

Le certificat de cessibilité destiné au nantissement du marché sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

NB : cet article déroge à l'article 4.2.2 du CCAG / FCS.

#### 10.4.3 Intérêts moratoires

Conformément aux articles L. 2191-12 et suivants et R. 2192-31 du code de la commande publique, le défaut de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, majoré de huit (8) points au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

#### 10.4.4 Modalités de facturation

Les factures relatives à la partie forfaitaire sont établies avec une périodicité semestrielle, en un original.

Les factures relatives à l'exécution des prestations sur ordre de travail sont établies et transmises dès validation du service fait.

Les prestations facturées seront présentées par site et feront apparaître le sous-total de chaque ordre de travail.

En cas d'impossibilité d'établir les factures de la manière ci-dessus, il sera autorisé, à titre exceptionnel, l'établissement d'une facture par ordre de travail (pour les prestations hors forfait). En revanche un seul et unique envoi semestriel sera accepté. Cet envoi devra être accompagné d'un état récapitulatif comportant une référence pouvant être utilisée pour un ordre de paiement global.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire de la manière suivante :

- 50 % du montant forfaitaire sera versé à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre de chaque période d'exécution du marché (sous réserve de la transmission des comptes rendus de la première visite) ;
- Le complément (50%) du montant forfaitaire sera versé en fin du dernier trimestre de chaque période d'exécution du marché (sous réserve de la transmission des comptes rendus d'intervention concernant la maintenance préventive annuelle).

##### 10.4.4.1 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret D2192-2 du code de la commande publique.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- le nom, l'adresse, la raison sociale et le numéro SIRET (à défaut SIREN) du créancier ;
- le numéro d'identification et la date de la facture ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du marché (numéro EJ comportant dix chiffres) ;
- le numéro de OT pour les prestations à bon de commande ;

- la période de facturation, le service bénéficiaire et les prestations réalisées ;
- Impérativement, le code du service exécutant à faire apparaître sur chaque facture pour permettre son traitement est le **D0410U4057** (à dix caractères).

Les prestations facturées seront présentées par site et feront apparaître le sous-total de chaque bon de commande.

Pour les prestations hors forfait, indiquer la désignation et le prix unitaire des pièces (coefficient de majoration inclus) le prix forfaitaire du déplacement et le prix forfaitaire de main d'œuvre. Le justificatif comportant le prix fournisseur et la preuve d'achat de la pièce à ce fournisseur seront joints obligatoirement.

L'absence des mentions précitées justifiera le renvoi des factures afin de les compléter. Dans ces conditions, le délai global de paiement réglementaire de trente (30) jours ne pourra pas être déclenché.

#### 10.4.4.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### 10.4.4.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### 10.4.4.4 Transmission des factures

Dans le cadre de ce marché, le titulaire adresse semestriellement la facture relative aux prestations forfaitaires et au fil de l'eau les factures relatives à l'exécution des ordres de travail, selon les modalités suivantes :

Le titulaire du marché envoie ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PORTAIL PRO ( <https://chorus-pro.gouv.fr> ) exclusivement (hors documents classifiés).

Il est rappelé que conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à toutes les entreprises depuis le 1er janvier 2020, y compris pour les associations, et les particuliers.

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures se trouvent sur le site communauté CHORUS PRO ( <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ) dédié à la préparation à la facturation électronique et dans l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La PFC EST pourra proposer en cas de besoin une assistance au démarrage, pour aider à l'établissement d'une facturation dématérialisée :

point de contact : section régulation – orientation ; courriel : [pfc-est-assistance-facturation.resp.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-est-assistance-facturation.resp.fct@intradef.gouv.fr) , en indiquant dans l'objet du message : passage à la dématérialisation des factures.

Le titulaire a également la possibilité de dialoguer sur le site Chorus Pro, via l'assistante virtuelle Claudia.

#### 10.4.5 Application du service présumé fait

Sur décision de l'ordonnateur secondaire, le présent marché peut être exécuté à partir de la procédure dite de service fait présumé. Dans ce cadre, dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'acheteur.

Cette procédure notifiée par ordre de service du pouvoir adjudicateur permet ainsi, lors de la liquidation de la facture, de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique.

La procédure de service fait présumé est alors juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'acheteur et le titulaire du marché. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché.

L'ordonnateur secondaire peut suspendre à tout moment la procédure de service fait présumé pour la totalité du marché, ou une partie des bons de commande sans que le titulaire puisse prétendre à des dommages et intérêts.

##### 10.4.5.1 Procédure en cas de trop perçu

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'acheteur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'ordonnateur secondaire.

Lorsque la procédure de remboursement prévue supra ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur secondaire émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

##### 10.4.5.2 Pénalité pour non remboursement du trop-perçu ou non transmission d'une facture d'avoir

Le non-respect par le titulaire de la procédure de trop perçu décrite à l'article 10.4.5.1 peut entraîner la mise en œuvre de pénalités. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours calendaires à compter de la notification par l'ordonnateur secondaire de la décision de trop-perçu, pour procéder au remboursement de la somme correspondante (par application de la déduction sur facture ou émission d'une facture d'avoir). A défaut, une pénalité d'un montant forfaitaire de trois cents (300) € peut être appliquée.

## Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

### **11.1 Forme des notifications et des informations**

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

S'agissant d'une procédure dématérialisée, les échanges se feront par la messagerie PLACE (Plate-Forme des achats de l'État).

À ce titre, le titulaire :

- prendra ses dispositions afin que les courriers qui lui seront adressés ne soient pas traités comme « courrier indésirable » par sa messagerie ;
- informera obligatoirement le pouvoir adjudicateur de tout changement d'adresse de messagerie.

## **11.2     Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.  
Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

## **11.3     Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt et un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En cas d'éligibilité au paiement direct des sous-traitants, ces derniers doivent être accepteurs de la carte achat uniquement si le titulaire est accepteur de la carte achat.

## **11.4     Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au bénéficiaire en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du bénéficiaire ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au bénéficiaire ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à informer expressément la Division RHL de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Une copie des attestations d'assurance, indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie sera remise à la Division RHL dans un délai maximum de 15 jours après notification et avant tout début d'exécution,

En cours d'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande écrite du chef de la Division RHL ou son représentant, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

NB : cet article déroge à l'article 9.2 du CCAG / FCS.

## **11.5 Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six (6) mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire, sur la Plate-Forme des achats de l'État, accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

## **11.6 Résiliation**

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS ; le PA pourra appliquer, selon le cas, l'exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire en cas de faute de ce dernier (article 45 du CCAG/FCS).

La résiliation pourra ne porter que sur certains lots en cas de regroupement de ces derniers en un unique marché.

Par ailleurs si des faits ou des décisions non envisagés dans le marché devaient en rendre certaines dispositions inapplicables, le PA se réserve le droit de le résilier en tout ou partie.

Le PA pourra résilier à tout moment et sans indemnité le marché pour motif d'intérêt général.

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de procédures collectives en cours de marché. La copie du jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire du marché à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire :

La personne publique doit adresser une lettre de mise en demeure à l'administrateur judiciaire pour se prononcer sur la poursuite de l'exécution du marché en cours (article L. 622-13 du Code de commerce).

En l'absence d'administrateur judiciaire, l'article R. 627-1 du code de commerce précise que cette mise en demeure doit être adressée au titulaire qui doit agir après avis conforme du mandataire judiciaire.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

En cas de liquidation judiciaire :

Le pouvoir adjudicateur adresse une mise en demeure au liquidateur de se prononcer sur la poursuite de l'exécution du marché.

Si le liquidateur confirme que l'entreprise n'est plus en mesure d'exécuter les prestations du marché ou en l'absence de réponse au bout d'un mois, le pouvoir adjudicateur est fondé à prononcer la résiliation de plein droit du marché sans indemnisation du titulaire (article L. 641-11-1 du Code de commerce).



NB : cet article déroge à l'article 39.2 et 42 du CCAG/FCS.

## **11.7 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché, le PA le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai qui lui sera précisé dans la mise en demeure, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la prestation non exécutée peut être commandée à un tiers ou exécutée en régie, à ses frais et risques, dans les conditions de l'article 45 du CCAG / FCS.

Pour les prestations exécutées en régie, il sera demandé au titulaire le remboursement du coût supplémentaire occasionné pour la prestation, calculé notamment en tenant compte du coût horaire et de la mise à disposition du matériel.

Pour assurer la poursuite des prestations, en lieu et place du titulaire, il est procédé à l'annulation du bon de commande incriminé.

Dans le délai de trois (3) mois suivant la notification de la décision de poursuite des prestations, en lieu et place du titulaire, ce dernier peut être autorisé par l'émission d'un nouveau bon de commande à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché pourra être prononcée par le pouvoir adjudicateur aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG / FCS.

## **11.8 Litiges et contentieux**

Toute contestation survenant entre le bénéficiaire et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, et, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision du Pouvoir Adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 46 du CCAG/FCS.

### **Règlement amiable des litiges**

En application de l'article R.2197-1 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut demander à ce que les litiges ou les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution du marché public, conformément à la réglementation, soient soumis à la médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable compétent a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

En dernier ressort, le tribunal administratif de Nancy est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'administration au titulaire du marché.

NB : cet article déroge à l'article 46 du CCAG/FCS.

## Article 12 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Les dérogations au CCAG/FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG/FCS auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
8	4.1	Le marché est constitué des documents contractuels énumérés, dans l'ordre de priorité indiqué.
9.1.1	3.3	Le pouvoir adjudicateur désigne fonctionnellement les personnes qu'il habilite à le représenter auprès du titulaire, dans certains domaines de l'exécution du marché.
9.2.3	13.3.2	Pour bénéficier d'une prolongation de délai d'exécution, le titulaire doit informer immédiatement le GSC et la DIV RHL.
9.4 et 11.4	9.2	Le titulaire doit être en mesure de produire l'attestation d'assurance, sur demande de la DIV RHL, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.
9.5	16.1.4	Le titulaire du marché bénéficie obligatoirement d'un accompagnement par un facilitateur pour la mise en œuvre de la démarche d'insertion.
9.9.2	27.3	Le titulaire ne sera pas avisé des jours et heures fixés pour les vérifications, sauf s'il exprime le souhait d'être présent dans sa fiche d'évaluation.
9.10	14.1.1	Les modalités de calcul des pénalités figurent à l'article "Pénalités" du présent CCAP.
9.10.4	14.1.2	Les pénalités sont cumulatives et ne sont pas plafonnées.
9.10.5	14.1.3	Les pénalités sont applicables dès le 1er euro.
10.2	10.2.2	Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, en cas de révision intervenant entre le moment de la commande et l'exécution, l'élément à prendre en considération pour déterminer les prix applicables est la date d'émission du bon de commande.
10.4.2	4.2.2	Le certificat de cessibilité destiné au nantissement de l'accord cadre sera remis au titulaire sur sa demande expresse.
11.6	39.2 et 42	Le PA pourra résilier à tout moment et sans indemnité le marché pour motif d'intérêt général. Les dispositions décrites sont applicables en cas de redressement judiciaire en cours de marché.
11.8	46	Les modalités de règlement des différends figurent à l'article 11.8 « litiges et contentieux »